

Synthèse régionale

L'amélioration se confirme en 2016

Magali Bonnefont, Insee

Le bilan économique de l'île en 2015 faisait état de signes encourageants. L'amélioration s'est globalement confirmée en 2016.

L'amélioration sur le plan de l'emploi s'amplifie

La progression annuelle de l'emploi salarié marchand non agricole prend en 2016 davantage d'ampleur que ces trois dernières années et qu'au niveau national. Elle atteint 1,9 %, ce qui correspond à la création nette de 1 300 emplois.

Le tertiaire marchand et l'industrie favorisent cet essor (respectivement + 2,5 % et + 2,0 %), en particulier l'hébergement-restauration, le commerce et l'industrie agro-alimentaire. Seule la construction continue de perdre des emplois mais son repli se réduit (- 1 %).

Au sein de la région, l'emploi progresse plus vite en Haute-Corse (+ 2,6 %) qu'en Corse-du-Sud (+ 1,2 %) pour la troisième année consécutive.

Enfin une légère embellie sur le marché du travail après huit années de hausse

Le taux de chômage régional recule de 0,3 points en un an mais reste encore au dessus de la moyenne française (+ 0,2 point). Parallèlement, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie ABC diminue pour la première fois depuis huit ans : - 0,8 %.

L'amélioration est nette en Haute-Corse, avec - 3,2 % alors que le nombre de demandeurs d'emploi continue d'augmenter en Corse-du-Sud (+ 2 %).

Cette situation profite principalement aux jeunes (- 6,8 %) et aux demandeurs d'emploi de longue durée. Cependant, cette année encore la situation des seniors se dégrade : ils sont désormais 6 400 à être inscrits à Pôle Emploi.

Les nouvelles sociétés et entreprises individuelles stimulent la création d'entreprises

En 2016, 3 770 entreprises ont été créées en Corse. C'est 4,7 % de plus qu'en 2015, en lien avec le progrès des immatriculations de nouvelles sociétés et entreprises individuelles, tant au niveau régional que départemental. Seule la

création d'auto-entreprises diminue (- 4 %) et ce, à un rythme supérieur à la moyenne métropolitaine (- 0,3 %).

Toutefois, seuls deux secteurs bénéficient de cette croissance des nouvelles entreprises : les services aux entreprises (+ 18,9 %) et les services aux particuliers (+ 11 %).

De surcroît, le nombre de défaillances d'entreprises augmente en 2016 après avoir diminué l'année précédente. Cette hausse renoue avec la tendance annuelle enregistrée entre 2012 et 2014.

Reprise des trafics passagers grâce à une nouvelle hausse de l'aérien et à l'essor des croisières

En 2016, le nombre de passagers accueillis dans les ports et aéroports de Corse, croisiéristes compris, repart enfin à la hausse avec 8,9 millions de voyageurs.

Les trafics croisières augmentent très fortement et dépassent le million de croisiéristes.

Les lignes régulières aériennes et maritimes progressent aussi et atteignent 7,73 millions de passagers.

L'aérien continue de croître porté par les compagnies Low Cost et le maritime enregistre une hausse modérée après cinq années de baisse. Le domaine maritime est en outre marqué par des évolutions notables au niveau des compagnies et des dessertes portuaires.

La clientèle étrangère soutient la fréquentation en 2016

La fréquentation touristique progresse de 2,1 % en Corse en 2016, alors qu'elle baisse au niveau national (- 1,4 %). Elle représente 9,7 millions de nuitées sur l'île dans des hébergements marchands.

Cette progression est portée par la clientèle étrangère.

La hausse concerne l'hôtellerie traditionnelle (+ 3,4 %) et les autres hébergements collectifs de tourisme (3,5 %), où la fréquentation reste globalement favorable à toutes les catégories d'établissements.

Les nuitées dans l'hôtellerie de plein air restent de leur côté plutôt stables (+ 0,4 %).

Les emplacements nus perdent de la clientèle au profit des emplacements équipés qui séduisent de plus en plus les touristes (42 % des nuitées contre 30 % en 2011).

Retour à la normale des autorisations de construire du logement neuf

Après une année 2015 marquée par des autorisations de construire en forte progression, en lien avec d'importants programmes de logements collectifs situés sur la commune d'Ajaccio, le nombre estimé de logements autorisés à la construction en 2016 retrouve un niveau comparable à celui des années 2013-2014.

On observe ainsi d'importantes différences entre les deux départements. Le nombre de logements autorisés estimé en Haute-Corse progresse (+ 15,7 %) mais sur des volumes encore relativement faibles (2 000 logements). Il chute en Corse-du-Sud (- 58,3 %) après le pic exceptionnel d'Ajaccio en 2015.

La commercialisation des logements neufs est orientée favorablement avec une hausse des ventes de 29 %. Parallèlement, les prix des maisons comme ceux des appartements reculent.

Malgré les conditions météorologiques, un haut niveau de production pour les agrumes, le vin et le lait

Pour l'agriculture corse, 2016 aura été l'année du paradoxe.

C'est l'année de la première alerte rouge météorologique pour le département de la Haute-Corse. Des dégâts à l'étendue exceptionnelle ont été causés par les eaux dévastatrices des 23 et 24 novembre qui ont touché plus d'une commune sur deux : 136 communes ont été reconnues en état de calamité agricole avec des pertes de fonds ou de récolte sur plus de 200 exploitations.

Mais 2016 est également une année de haut niveau de production pour les vigneronnes, les agrumiculteurs et les producteurs de lait de chèvre. C'est aussi une année de reprise pour les productions fourragères et l'élevage après deux campagnes médiocres.



Contexte national

L'économie française accélère à peine en 2016

Clément Bortoli, Division Synthèse conjoncturelle, Insee

La reprise se confirme dans la zone euro

En 2016, l'activité mondiale augmente à un rythme presque identique à celui des années précédentes : +3,0 % après +3,1 % en 2015 et +3,4 % en 2014. L'activité reprend quelques couleurs dans les pays émergents après un fort ralentissement l'année passée : la croissance économique chinoise se stabilise, après cinq années de diminution, et l'activité se contracte moins fortement qu'en 2015 chez les grands exportateurs de matières premières que sont le Brésil et la Russie.

Dans les économies avancées, l'activité ralentit (+1,7 % après +2,0 % en 2015) essentiellement du fait des États-Unis (+1,6 % après +2,6 %) où la demande des entreprises s'infléchit nettement, notamment dans le secteur minier. La croissance britannique reste allante, un peu moins toutefois que l'année précédente (+1,8 % après +2,2 %).

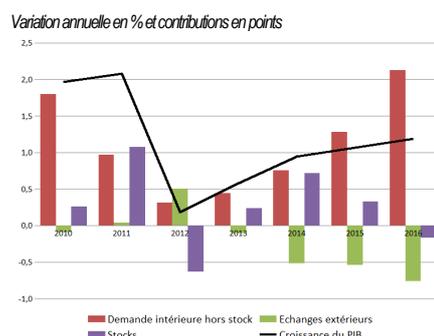
Dans la zone euro, la reprise se confirme : +1,6 % après +1,5 %. Plusieurs facteurs externes favorisent l'activité européenne. D'une part, la baisse des cours du pétrole et des autres matières premières, entamée en 2015, se prolonge en 2016, ce qui soutient le pouvoir d'achat des ménages, et donc leur consommation. D'autre part, la politique monétaire de la Banque centrale européenne (BCE) reste accommodante en maintenant les taux d'intérêt à un niveau faible et en soutenant la reprise du crédit aux entreprises, ce qui favorise leur investissement. Les disparités de croissance demeurent : elle est plus soutenue en Espagne et en Allemagne qu'en France et en Italie. Au total, le commerce mondial ralentit en 2016, à +1,5 %, soit sa plus faible croissance depuis 2009, essentiellement du fait de l'atonie persistante des importations émergentes et du ralentissement américain.

L'économie française accélère à peine en 2016

Dans le mouvement européen, la croissance française s'élève légèrement : le PIB progresse de 1,2 % en volume, après

+1,1 % en 2015. Il s'agit de la plus forte croissance depuis 2011 (*figure 1*).

1 Le dynamisme de la demande intérieure est quasiment compensé par le commerce extérieur et le comportement de stockage des entreprises



Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

La demande intérieure hors stocks accélère nettement (contribution de +2,1 points à la croissance du PIB en 2016 contre +1,3 point en 2015), portée par les ménages : leur consommation gagne en dynamisme (+2,3 % après +1,4 %), dans le sillage de leur pouvoir d'achat, et leur investissement rebondit après plusieurs années de repli (+2,4 % après -2,1 %).

Du côté de la demande publique, la consommation des administrations accélère légèrement (+1,3 % après +1,1 %) tandis que leur investissement cesse quasiment de diminuer (-0,1 % après -3,0 %). Enfin, l'investissement des entreprises non financières accélère un peu plus encore (+3,6 % après +3,1 %).

En revanche, le comportement de stockage des entreprises se retourne (contribuant pour -0,2 point à la croissance annuelle, après +0,3 point en 2015) et le commerce extérieur pèse davantage sur la croissance qu'en 2015 (-0,8 point contre -0,5 point) : en effet, les exportations ralentissent fortement alors que les importations gardent un rythme soutenu.

L'emploi total accélère

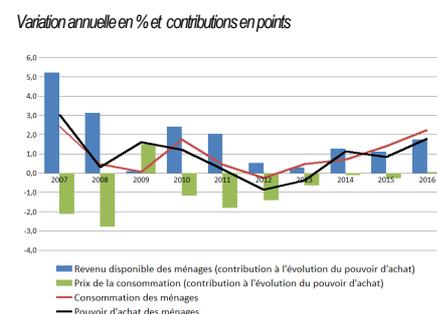
L'emploi total accélère : +215 000 sur un an fin 2016, après +121 000 un an auparavant. Il est porté par l'emploi salarié marchand non agricole (+193 000 après +99 000) qui bénéficie de la légère

accélération de l'activité marchande et des dispositifs de baisse du coût du travail qui enrichissent la croissance en emploi. Ainsi, le taux de chômage en France entière continue de baisser modérément, passant de 10,2 % fin 2015 à 10,0 % fin 2016.

Le pouvoir d'achat des ménages accélère nettement

En moyenne annuelle, les prix de la consommation se replient légèrement en 2016 (-0,1 % après +0,3 %), tandis que le revenu disponible des ménages accélère (+1,7 % après +1,1 %). Ainsi, le pouvoir d'achat des ménages gagne de la vigueur (+1,8 % après +0,8 %), retrouvant une croissance inédite depuis 2007 (*figure 2*).

2 Le regain de pouvoir d'achat a permis aux ménages de consommer davantage



Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.